

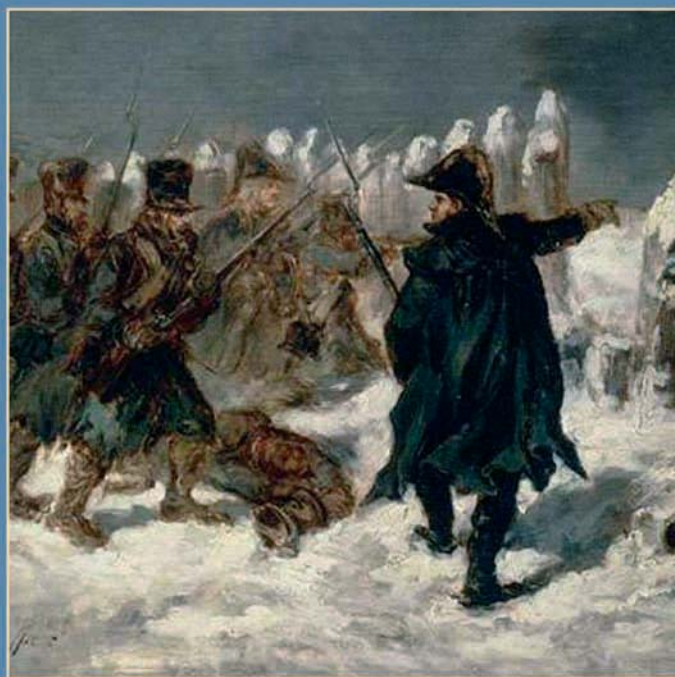
Désiré **FUZELLIER**

Journal de captivité en Russie

1813-1814

Présentation
de Raymond Fuzellier

Document



Journal de captivité en Russie
1813-1814

JOURNAL DE CAPTIVITÉ
EN RUSSIE
1813-1814

Désiré Fuzellier

Ginkgo éditeur
14-18, rue Kléber – 93100 Montreuil
Tél. : 01 48 51 07 48
ginkgoediteur@noos.fr

© Ginkgo éditeur 2004



Avant-propos

Chacun le sait : les cimetières sont remplis de gens irremplaçables. De même, les archives familiales regorgent souvent de documents intéressants, mais qu'on ne s'avise pas d'aller déterrer pour les faire revivre. Même lorsqu'ils les connaissent, leurs possesseurs n'ont ni l'idée, ni le goût, ni l'occasion de les publier. Et, lorsque ces textes touchent à une période essentielle de l'histoire, on croit volontiers qu'il n'y a plus rien à apprendre sur les événements, que déjà les « savants » ont tout exhumé, tout su, tout dit.

C'est ainsi que, dans notre famille, s'est transmis ce manuscrit, parmi d'autres souvenirs, dont certains viennent de son auteur.

Les générations successives — cinq, sans compter l'ultime, encore hors d'état de lire — ont vu ce volume dans la bibliothèque où se regroupent les livres survivant aux partages et aux déménagements.

Les enfants, une fois au moins, l'ont feuilleté, déchiffré, avec cette curiosité du jeune âge, qui mêle la vénération et une sorte de rapide indifférence : de l'avoir toujours vu rendait ce livre banal.

Il faut dire qu'il ne paye pas de mine. C'est un petit volume, du format approximatif d'un in-16 raisin (16,2 x 11,5 mm), de 318 pages, dont 311 de texte proprement dit. Le dos de la reliure, outre des fers décoratifs, porte en titre doré, *Voyage en Russie, 1813*¹.

Mais, une fois ouvert le livre, le texte, joli d'aspect, frappe par l'élégance et la netteté de l'écriture, par la régularité et le soin apportés à la mise en page : chacune, préalablement réglée et margée au crayon par l'auteur, d'un trait léger, comporte dix-neuf lignes d'un tracé clair et beau. Le texte est calligraphié avec une remarquable régularité : les lettres sont hautes, fines, claires, exactement inclinées. L'ensemble, d'une parfaite lisibilité, frappe par son harmonie. Chaque page dégage une grâce certaine. Et la couleur de l'encre, un peu passée, mais chaude, ajoute au charme de la lecture. Les quelques tableaux récapitulatifs qui closent le mémoire renforcent encore son aspect sage et sérieux. Cependant que quatre croquis au crayon, illustrant des aspects de l'architecture russe, donnent une curieuse tonalité, fraîche et naïve.

Les faits relatés dans ce manuscrit n'occupent que quelques mois : c'est le récit d'une captivité sur le sol russe, entre le 20 mai 1813 où, fait prisonnier en Pologne le 13 janvier précédent, l'auteur débarqua dans le port de Hongrebourg, et le 5 novembre 1814, date où il repassa la frontière de l'empire, dans son trajet de retour.

Le héros-narrateur appartient en effet à la petite minorité de soldats français qui ont survécu à la désastreuse campagne de 1812.

Rappelons-en, très brièvement, les grandes lignes. Et précisons quelques faits ordinairement négligés. Le 24 juin

Journal de captivité en Russie 1813-1814

1812, la Grande Armée (plus de cinq cent mille hommes dont le tiers ou la moitié de Français) franchit le Niémen et envahit le territoire russe, sans déclaration de guerre. Or, la « croisade européenne » contre la « barbarie tartare » va très mal tourner. Avant Napoléon déjà, Charles XII de Suède avait franchi ce fleuve, en janvier 1708, à la tête d'une armée jusque-là invaincue et qui garantissait « l'ordre suédois » en Europe centrale, avant d'aller, l'été suivant, tout perdre en Ukraine, et ruiner à jamais la puissance de son pays. Après lui, un 22 juin (de l'an de grâce 1941), sans plus de formalités diplomatiques, Hitler suivra le même chemin, sous des prétextes semblables, pour des résultats exactement identiques.

Les armées françaises, formées en trois corps principaux, progressent en Russie, et tentent d'accrocher le gros des troupes adverses, très inférieures en nombre et dispersées, pour forcer la décision. Sur le détail des opérations, relisez, par exemple, votre Clausewitz (*La Campagne de 1812 en Russie*, 1987) : stratégie délibérée ou manque de cohésion dans le commandement, les Russes reculent et pratiquent une tactique de terre brûlée, fortement aidés en cela par les Français. Les opérations ravagent des régions entières, causant à la Grande Armée d'énormes difficultés d'approvisionnement. La partie que Napoléon croit gagnée se joue à Borodino-La Moskova : match nul affreusement sanglant (quelque soixante-dix mille hommes hors de combat, au total). Moscou est prise cependant, incendiée, et pillée par l'occupant. Mais Napoléon y attend en vain les offres de paix du tsar : au grand étonnement de son agresseur, celui-ci refuse de se reconnaître vaincu et vassal. La « Grande Armée », mal assurée de sa subsistance et

craignant un hivernage difficile, est contrainte à un repli. Elle tente d'abord de prendre un autre chemin vers ses bases polonaises. Mais le « succès » de Maloyaroslavets² rejette les « vainqueurs » sur la route déjà empruntée à l'aller. Le « général Hiver », très rigoureux, la pression de l'armée russe encadrant cette retraite qui prend vite les allures d'une déroute, les harcèlements des Cosaques et des partisans feront le reste : entre vingt et trente mille hommes seulement franchissent la frontière, en décembre 1812. Napoléon, lui, renouvelant sans gloire (mais apparemment sans gêne excessive) sa désertion³ d'Égypte, a laissé ses troupes à leur sort, et le commandement des débris restants à Ney. Aux mains des Russes sont tombés cent mille prisonniers.

L'avenir des Français capturés ne s'annonçait donc pas sous de joyeux auspices au sein de la mystérieuse Russie.

L'empire d'Alexandre I^{er} est l'héritier de ceux de Pierre le Grand et de Catherine II⁴. Le tsar autocrate de toutes les Russies règne sur un pays immense : une vaste bigarrure de peuples, de langues, de religions aussi – même si l'élément proprement russe et orthodoxe est dominant. La société elle-même est très diverse, selon les régions et, surtout, les classes sociales.

Les richesses de cet empire ne sont pas toutes exploitées, ou le sont mal, et il est relativement peu peuplé : quarante millions d'habitants contre environ vingt-cinq pour la France proprement dite. Surtout, sa structure sociale est restée très archaïque, même s'il s'est peu à peu modernisé. Car, de façon certes inégale, la société russe s'est ouverte aux influences du reste de l'Europe. Et, depuis 1700, le pays, devenu une grande puissance militaire et diploma-

Journal de captivité en Russie 1813-1814

tique, s'est taillé une place dans le concert des nations. Il a éliminé la Suède de la sphère baltique, repoussé la Turquie. Il s'étend en Asie, et renforce ses marches occidentales, rivalisant avec la Prusse. Bref, la Russie est devenue une nation prépondérante, dont l'essor fascine l'Occident. L'affrontement avec une France expansionniste était inévitable, dans le champ clos de l'Europe centrale.

D'autant que, par son régime et ses structures mêmes, la Sainte Russie, devait s'opposer à la France de la Révolution. Les armées russes participèrent donc, dès 1792, aux coalitions, et se battirent contre les françaises, en Suisse et en Italie. Puis, sous Napoléon, au cours des campagnes de 1805 et 1807.

Pays en mutation, donc. Ni totalement sauvage et arriéré (comme le clament certains), ni partout en avance et évolué. Pour les caricatures, c'était la contrée du knout. Mais c'était aussi un empire où la peine de mort avait été abolie depuis le milieu du XVIII^{ème} siècle⁵.

Autre fait saillant : la communauté humaine est, en Russie, extrêmement hiérarchisée. Le souverain est un monarque absolu^{5 bis} : pas de Parlement à l'anglaise, pas de « lois fondamentales », de « coutumes » ou de « franchises » limitant, à la française, les prérogatives impériales ; encore moins de pouvoir juridico-politique ressemblant à celui des parlements français du XVIII^{ème} siècle.

L'absolutisme russe s'était même renforcé à la fin du règne d'une Catherine II justifiant le renoncement à un peu de libéralisme (plus affiché que réel) en prétextant la crainte d'une contagion révolutionnaire.

En 1812, le tsar régnant est Alexandre I^{er}. Ce souverain ne passe pas chez nous pour un « grand homme ». Pas assez de « panache », sans doute, ou pas assez de brutalité « épique » ? Mais il prouva qu'il était humain et pitoyable envers les prisonniers et, plus généralement, envers l'ennemi français vaincu.

Il ne venge la destruction de Moscou que par une attitude généreuse. Et, sur ce fait, il s'expliqua clairement au prince Alexandre Golitsine : l'office de la Pâque orthodoxe, de réconciliation et de pardon, qu'il fit célébrer place de la Concorde, aussitôt après son entrée à Paris, le 10 avril 1814, était la seule revanche qu'il voulait tirer de l'agression subie (Arseniew, 1963 : p. 93).

Alors que les hostilités battaient encore leur plein, le tsar prit un soin particulier des blessés et des médecins tombés entre ses mains (Kouchnir, 1955 : p. 49), ce dont témoigne notre mémorialiste.

La seule loi est la volonté du tsar⁶. Certes, depuis 1785, la noblesse avait obtenu quelques privilèges notables. Mais tout était très contrôlé par le pouvoir central, et ne donnait pas, même à l'aristocratie, de réelle liberté politique. Quant aux autres classes sociales, rien. Les quelques institutions créées vers la fin du siècle, comme les « tribunaux ruraux », aux assesseurs élus, étaient sous la tutelle étroite de fonctionnaires nommés par le souverain ou par les Sénats : gouverneurs ou juges.

Ce qui manquait cruellement au pays, c'était un code. Or, pour remplacer celui, dépassé, de 1649, Catherine II avait bien annoncé la réunion d'États Généraux. Mais l'entreprise avait vite achoppé sur le problème du servage. Car,

Journal de captivité en Russie 1813-1814

en ce domaine, la Russie progressait à grands pas ; mais elle courait à reculons, en sens inverse de la direction prise par les autres puissances : le servage, inconnu au Moyen-Âge, y était apparu à la fin du XVI^{ème}, s'était ensuite développé, et le mouvement s'était accéléré sous Catherine. Et la noblesse ne tenait pas à voir remis en cause les privilèges qu'elle avait usurpés à cette occasion. Ce qui frappait le visiteur et constituait l'obstacle majeur à l'évolution d'un pays pourtant engagé, depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, dans une très vive renaissance intellectuelle⁷, était précisément le fait du servage.

La Russie que traverse Désiré vient d'être ressoudée par le sursaut patriotique de 1812 : les fêlures, voire les failles de la société, ont alors été masquées, oubliées, plutôt que comblées. Mais la grande révolte de Pougatchev (la *pougatchevchtina*, jacquerie d'une incroyable violence, qui toucha de très vastes régions) n'était pas si lointaine (1773-1775), qui avait notamment embrasé les provinces de la Volga moyenne, autour de Kazan. Lors de son avènement, en 1801, Alexandre avait voulu arrêter l'extension du servage ; il désirait même l'abolir. Mais l'aristocratie, principale bénéficiaire du système en place, était farouchement hostile à des mesures de cet ordre, et en fit abandonner le projet.

Pour justifier son opposition, la noblesse liait indissolublement la forme du régime, l'autocratie, à la forme de la société : une sorte de délégation du pouvoir impérial absolu aux seigneurs, autocrates de leurs serfs. Agitant le spectre de la révolte, ils faisaient valoir que l'autorité exercée par eux sur leurs paysans permettait de les surveiller, de les contenir, voire de les mater.

On en restait donc à un pouvoir procédant par édits (les *oukases*), qui s'entassaient, formant une jurisprudence inextricable, et qui n'étaient pas toujours exactement exécutés.

Car toute la volonté politique de Pétersbourg se diluait trop souvent dans une vaste mer administrative : la bureaucratie créée par Pierre le Grand. Auprès du tsar, un Conseil permanent chargé des affaires intérieures comme extérieures, et qui promulgue les décrets. À côté de lui, le Sénat, qui veille à l'application des textes. Sous les ordres de ce Sénat, les « Collèges », équivalents de nos ministères, mais composés, leur nom l'indique, de commissions et non d'un seul titulaire. Trois étaient vraiment importants : les Affaires Étrangères, la Guerre, la Marine. L'ensemble des bureaux, en principe, dépendait donc directement du Sénat, coiffant l'édifice. Mais les bureaux de certaines administrations n'étaient pas rattachés à des Collèges, et relevaient directement du tsar : ceux des finances de l'état, ou de la police politique. Pour les affaires religieuses, la direction appartenait à un Synode. Mais ce dernier était soumis à l'autorité d'un fonctionnaire laïc.

Catherine avait réformé l'administration locale (qui apparaîtra sous sa forme nouvelle à notre Désiré). On avait voulu rendre les autorités subalternes plus efficaces, en leur autorisant quelques initiatives. On découpa donc l'empire en provinces ou « gouvernements », au nombre de cinquante, taillés de façon à avoir des populations sensiblement équivalentes ; ceux-ci, divisés selon le même principe, en districts ; eux-mêmes partagés en arrondissements ou « cercles », et ces derniers en cantons. Et l'on confia aux administrations des districts et des gouvernements ce qui

concernait l'assistance publique, l'instruction, la collection des statistiques et l'encouragement aux initiatives économiques. C'était là l'héritage des théories prônées par les « philosophes » et les économistes occidentaux. Et, de fait, l'expansion fut alors rapide, et on vit apparaître une nouvelle classe d'entrepreneurs.

Le gouverneur, comme jadis l'intendant de Louis XIV, représentait « le tsar en sa province », sur tous les plans, et il rendait compte direct au souverain. Il était à la tête de tous les rouages de l'état : armée, police, justice. Sa chancellerie avait à des pouvoirs à la fois administratifs et judiciaires.

Cette administration constituait une caste. Et le fonctionnaire — le *tchinovnik* — moyen était, trop souvent, à la fois arrogant (voire violent) envers les administrés, et d'une effarante corruption, à peine justifiée par la modicité des traitements. Toute cette hiérarchie vivait sur la bête, et ses membres se conduisaient trop souvent en tyrans (ou tyranneaux pour les plus modestes), pratiquant sans vergogne l'extorsion de fonds et l'abus de pouvoir, à leur profit. Accordant aussi, moyennant finances, des passe-droits et des exemptions, interprétant alors la loi avec beaucoup de souplesse. On pouvait souvent « s'arranger » avec l'autorité. Et la population tantôt subissait, tantôt composait.

Pour prouver la réalité de la réforme, on avait changé quelques étiquettes. Le *pristav* d'antan était devenu *politsmeister* (Désiré aura affaire à ces commissaires). Cela sonnait européen, donc moderne : le pays avançait !

Les choses cependant allaient, et on ne saurait dire que l'empire n'était pas du tout administré : nous le verrons à

propos des prisonniers français, de leur répartition, de la façon dont furent organisés déplacements et entretien. Tout ne se faisait certes pas sans lenteurs, contre-ordres. Mais la Russie n'avait pas le monopole de telles mœurs administratives et militaires.

Un des traits qui frappent le plus vivement tous les voyageurs, est le caractère policier de l'empire : chaque hiérarchie contrôle ses subalternes ou subordonnés. De la sorte, la société était d'aspect très militaire. Et ce n'était pas l'effet d'un hasard : depuis Pierre I^{er}, il y avait correspondance absolue, dans l'ensemble du service public, entre les classes des fonctionnaires civils et militaires, selon un tableau très strict des rangs. Ainsi, un « Secrétaire de Gouvernement » et un sous-lieutenant appartenaient-ils tous deux au douzième rang (*tchine*), un « Conseiller secret actuel » et un général, au second (sur quatorze au total). Et une hiérarchie de petits cadres locaux aidait au contrôle des populations.

En effet, l'autocratie utilisait le *mir*, la vieille assemblée paysanne, pour tenir en main les serfs : la communauté était globalement responsable, et le seigneur n'avait à faire qu'à ses délégués. C'est avec ces derniers qu'étaient réglés les problèmes (notamment la levée des impôts, ou celle des recrues) et par eux que passait l'autorité du maître.

Nul ne s'étonnera qu'une population ainsi surveillée, dominée, ne disposant d'aucune initiative, ait souvent été inerte ! Mais on tira argument de ses réactions dans un système qui l'enserrait quand il ne l'écrasait pas, pour établir un portrait-type du moujik, lourd de défauts, et qui justifiait qu'on le traitât en enfant.

La condition du serf russe s'était durcie au cours des

Journal de captivité en Russie 1813-1814

âges. Lié, dès l'instauration du système, à sa communauté et à son maître, il fut d'abord serf viager (et, s'il s'évadait, il ne pouvait être recherché ni ramené après un délai de cinq ans). Puis, cette prescription disparut. On fut ensuite serf à vie, le servage devint même héréditaire. Par étapes, le paysan libre avait perdu aussi la propriété de ses biens, y compris de ses vêtements. Après 1682, le seigneur eut loisir de vendre ses serfs séparément, sans la terre. On en trafiqua donc allègrement, ils devinrent une sorte de monnaie. On les avait également privés du droit d'asile dans les églises. Et, jusque-là réservé aux esclaves, on put désormais leur appliquer le *knout*. À partir du XVIII^{ème} siècle, ils constituaient la moitié au moins de la population. Dépourvus de droits, soumis à l'arbitraire des propriétaires et de leurs intendants, ils pouvaient être condamnés, en cas de mauvaise conduite, aux mines ou à la déportation en Sibérie.

D'autre part, le paysan devait une bonne partie de son travail au seigneur, soit sous la forme d'une imposition (une capitation, l'*obrok*, en denrées ou en argent), soit sous celle de corvées.

Les deux systèmes coexistaient, et on trouvait parfois des systèmes mixtes. Mais, au début du XIX^{ème} siècle, celui des corvées, un instant décrié, revenait en faveur (car certains serfs préféraient s'employer ailleurs tout en payant l'impôt, et les propriétaires manquaient de bras). Pour une « âme » mâle, le montant de l'*obrok* était alors d'une douzaine de roubles annuels — soit une quarantaine de francs-or. La corvée atteignait parfois six jours par semaine (jamais moins de deux ou trois). Et comme l'Église interdisait le travail le dimanche, restaient au paysan, pour son travail personnel, les autres jours, éventuellement les

ISBN : 978-2-84679-102-1

Achévé d'imprimer en mars 2004
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy

